

Convention collective départementale

IDCC : 2294. – **INDUSTRIES ET MÉTIERS
DE LA MÉTALLURGIE DE L'AUBE**

(5 juin 2002)

(Bulletin officiel n° 2002-11 bis)

*(Etendue par arrêté du 14 juin 2004,
Journal officiel du 23 juin 2004)*

AVENANT « SALAIRES » DU 15 DÉCEMBRE 2005

NOR : *ASET0650543M*

IDCC : 2294

Entre :

L'union des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube,

D'une part, et

Le syndicat départemental des métaux Force ouvrière ;

Le syndicat départemental CFDT de la métallurgie ;

Le syndicat départemental CGC de la métallurgie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

TITRE I^{er}

BARÈME DES SALAIRES MINIMAUX EFFECTIFS GARANTIS

Article 1^{er}

Il est institué un barème des salaires minimaux effectifs garantis, fixés à l'article 4 du présent accord, s'appliquant aux agents de maîtrise, aux agents administratifs et techniciens et aux ouvriers occupant les fonctions définies par l'accord national sur la classification du 21 juillet 1975 et employés dans les entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective de l'union des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube.

Article 2

Ces salaires sont arrêtés pour un horaire mensuel de 151,67 heures, compensation pour réduction d'horaires incluses. Ayant le caractère de salaires, ils n'ont pas à supporter la majoration de 5 % ou de 7 % résultant de l'accord du 4 avril 1980 et n'ont pas à être pris comme base de calcul de la prime d'ancienneté.

Article 3

Pour la comparaison annuelle des sommes réellement perçues par les salariés, avec le présent barème, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire, y compris l'ensemble des compensations pour réduction d'horaire, à l'exception de la prime d'ancienneté prévue par la convention collective de la métallurgie de l'Aube, des sommes versées au titre de l'intéressement de salariés et de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise, des sommes ayant le caractère d'un remboursement de frais et des primes ou indemnités prévues par la convention collective de la métallurgie de l'Aube dues au titre du travail exceptionnel la nuit ou le dimanche ou un jour férié légal, au titre du travail continu en équipes successives.

Article 4

A compter du 1^{er} janvier 2005, le barème des salaires minimaux effectifs garantis applicables aux personnels s'établit de la façon suivante :

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION
I	1	140	14 610
	2	145	14 610
	3	155	14 610
II	1	170	14 930
	2	180	14 985
	3	190	14 990
III	1	215	15 135
	2	225	15 686
	3	240	16 220
IV	1	255	16 665
	2	270	17 385
	3	285	18 320
V	1	305	19 915
	2	335	21 835
	3	365	24 130
	4	395	26 355

Article 5

Ces barèmes sont adaptés à l'horaire effectif de travail de chaque salarié. Ils supportent, le cas échéant, les majorations légales pour heures supplémentaires. Ils sont adaptés, le cas échéant, en cas d'absence du salarié pour quelque cause que ce soit et en cas d'entrée ou de départ du salarié en cours d'année.

Article 6

Les salaires minimaux effectifs garantis n'ont aucune incidence sur les rémunérations minimales hiérarchiques qui restent applicables, notamment pour le calcul de la prime d'ancienneté.

Article 7

A la diligence de l'union des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube, il sera procédé à une enquête destinée à mieux connaître le nombre de salariés concernés, par l'application de ces barèmes de rémunérations dans les entreprises relevant de la présente convention.

TITRE II

BARÈME DES RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES

Article 9

Domaine d'application

Les dispositions du présent titre s'appliquent aux personnels ouvriers, administratifs et techniciens, agents de maîtrise, agents de maîtrise d'atelier.

Article 10

Objet

Les rémunérations minimales hiérarchiques servent exclusivement de base de calcul à la prime d'ancienneté prévue par la convention collective des industries et des métiers de la métallurgie de l'Aube.

Article 11

Valeur du point

Les parties signataires sont convenues d'actualiser comme suit le barème des rémunérations minimales hiérarchiques résultant de l'accord du 15 décembre 2005 : la valeur du point est portée à 4,07 euros.

Article 12

Dispositions communes à toutes les entreprises adhérentes

Les rémunérations minimales hiérarchiques ci-après définies sont établies sur la base de la durée légale du travail en vigueur et comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée de travail. Le barème doit être adapté en fonction de l'horaire de travail effectif réellement pratiqué.

Article 13

Date d'application

Le barème établi sur ces valeurs du point prend effet à compter du 1^{er} décembre 2005.

Article 14

Dépôt

Le présent accord, établi conformément à l'article L. 132-1 du code du travail, est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles R. 132-1 et R. 132-2 du code du travail.

Fait à Troyes, le 15 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)